

5 mars 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, avec la radio colombienne "Radio Cadena Nacional" le 5 mars 2008, sur Mme Ingrid Betancourt retenue en otage par les FARC en Colombie et la situation politique dans la région.

Merci de votre invitation.

J'attache le plus grand prix à l'amitié entre la Colombie et la France. Naturellement, je serai très heureux de parler à travers vous à tout le peuple de Colombie.

Q - Monsieur le Président, de toute évidence, le problème d'Ingrid Betancourt est un problème qui préoccupe aussi bien la Colombie que la France. A cet égard, je voudrais savoir jusqu'où le gouvernement français et vous-même êtes prêts à aller, pour obtenir la libération d'Ingrid Betancourt ?

R - Cette jeune femme subit un martyre depuis bientôt six ans. C'est un engagement personnel, il faut sauver Ingrid Betancourt. Le peuple de France est mobilisé autour de sa compatriote, car Ingrid est également française. Elle est franco-colombienne, mais elle est française. Elle vit dans la jungle depuis six ans. Sa famille, ses enfants la réclament, elle est aujourd'hui en danger de mort. C'est une cause nationale pour la France. Ce qui ne m'empêche pas de dire qu'il faut la libération de tous les otages injustement retenus. Peut-être aussi un peu grâce à l'action de la France, ce sont déjà six otages civils qui ont été libérés. Je n'ai pas à m'ingérer dans les affaires politiques intérieures de la Colombie. Je soutiens le gouvernement colombien. Je veux l'amitié entre la Colombie et la France, mais mon devoir c'est de tout faire, je dis bien tout faire, pour sauver une femme qui est aujourd'hui en danger de mort et je ne voudrais pas être celui qui aura des regrets. Donc, je ne négligerai aucune piste et aucun effort pour obtenir la libération de cette femme, six ans de calvaire cela suffit ?

Q - Quel est votre jugement sur l'opération militaire contre Raul Reyes en territoire équatorien ? La France redoute-t-elle que cette opération et la montée consécutive des tensions entre l'Equateur, la Colombie et le Venezuela compliquent les négociations pour la libération des otages ?

R - Je n'ai pas à porter de jugement sur cette opération. J'appelle chacun au plus grand calme. Je comprends la réaction du gouvernement d'Equateur. Aucun gouvernement ne peut souhaiter voir de l'ingérence à l'intérieur de ses frontières. Je sais que les FARC sont inscrits sur la liste des terroristes et je sais parfaitement que c'est un problème de sécurité immense en Colombie mais je voudrais que chacun conjugue ses efforts autour de l'objectif de la libération des otages pour retrouver la paix dans une région qui en a bien besoin. Pour le reste, sur l'opportunité de cette opération, certainement que le président Uribe avait ses propres raisons mais le président Uribe qui est un homme d'Etat sait parfaitement que la solution ne peut pas être que militaire et il sait également que la France avait des émissaires et discutait avec les FARC. Je n'ai jamais caché la vérité à aucun de mes interlocuteurs. Je suis un homme qui dit la vérité, qui ne trahit pas la parole qui est donnée.

Le président Uribe sait parfaitement que pour libérer des otages il faut parler avec les preneurs d'otages. Pour le reste je n'ai pas de détail sur les conditions de cette opération et je ne ferai rien qui jetterait de l'huile sur le feu alors que l'Amérique latine a besoin du rassemblement de toutes

ses forces et que nous avons besoin que tous les gouvernements celui du Venezuela, celui de l'Equateur, celui du Mexique, celui de l'Argentine, celui du Brésil avec l'aura du président Lula, et bien sûr, celui de la Colombie travaillent ensemble pour trouver une solution humanitaire pour un problème de vie ou de mort.

Q - Monsieur le Président, la France est-elle inquiète de la crise diplomatique actuelle entre la Colombie, l'Equateur et le Venezuela au sens où elle pourrait interférer de manière négative dans le processus de libération des otages ?

R - J'espère de tout coeur que non, qu'il n'y aura pas d'interférence négative. J'espère de tout coeur cela et je ferai tout pour que les choses s'apaisent. Pour obtenir la libération des otages, le règlement de ce problème humanitaire gravissime, nous avons besoin de l'addition de tous les talents, nous avons besoin de M. Chavez, nous avons besoin du président de l'Equateur, nous avons besoin de M. Uribe. J'ai eu de très nombreuses fois M. Uribe au téléphone. Chaque fois qu'il m'a demandé quelque chose, j'ai répondu positivement, je n'ai jamais trahi sa confiance, mais maintenant, il faut que chacun additionne ses forces au lieu de s'opposer. Il n'y a rien à attendre d'une opposition entre le Venezuela, la Colombie et l'Equateur. Par ailleurs, la situation est suffisamment complexe pour que chacun essaie de tirer dans le même sens et obtenir la fin du calvaire pour ces victimes innocentes.

Q - Bernard Kouchner a estimé que la mort de Reyes était "un problème" car la France était en contact avec Reyes pour obtenir la libération d'Ingrid Betancourt. Comment ces contacts avaient-ils lieu et qu'allez-vous faire pour les rétablir ?

R - Comme je l'ai dit, nous avons des contacts avec les FARC, en toute transparence d'ailleurs avec le gouvernement de M. Uribe. Je n'ai pas à porter de jugement, encore une fois, sur ce qui s'est passé même si incontestablement c'est un facteur de complications. J'espère que les FARC comprendront que le monde entier regarde ce qui se passe et que la réponse humanitaire que je leur demande de donner à la situation d'Ingrid Betancourt peut être la première étape d'un règlement autre dans lequel je ne veux pas intervenir. Alors que le refus d'une réponse humanitaire sur Ingrid Betancourt sonnerait le glas définitif de toute espérance de discussions dans un cadre plus large.

Je dis au chef des FARC, à M. Marulanda, qu'il a sur ses épaules le poids de la responsabilité de la vie ou de la mort d'une femme et qu'il mesure bien la décision qu'il va prendre parce que cette femme est en danger de mort, elle peut mourir dans les jours qui viennent. A lui de savoir s'il veut laisser inutilement une femme mourir dans la jungle ou s'il veut la libérer. S'il la laisse mourir cela veut dire qu'il sera responsable d'un assassinat, s'il la libère cela veut dire qu'il aura fait un geste humanitaire et ce geste humanitaire forcement déclenchera autre chose. Après, ce n'est pas à moi de régler les affaires d'Amérique latine, ce n'est pas à moi de m'interférer dans les rapports des uns et des autres.

Moi, j'ai à sauver une de mes compatriotes et puis à contribuer au sauvetage de tous les autres otages. Il y a des canaux de discussion, il y a des émissaires qui sont envoyés. M. Reyes était l'un des porte-parole des FARC. Ce n'est pas parce que M. Reyes est mort qu'il ne doit plus y avoir de discussion. Pour le reste, les FARC sont inscrits sur une organisation terroriste, à eux de savoir s'ils veulent en sortir ou s'ils veulent y rester. S'ils laissent mourir Ingrid Betancourt, il est sûr qu'il n'y aura aucune discussion. S'ils sauvent Ingrid Betancourt, alors peut-être qu'une partie du monde les regardera un peu différemment. Je veux dire au peuple colombien que je comprends parfaitement que lui aussi a eu des problèmes de sécurité et qu'il a vécu dans la terreur. Je respecte l'action de sécurité engagée par le président Uribe, mais cette action sécuritaire, aussi légitime qu'elle soit, ne doit pas se payer du prix de la mort d'Ingrid, parce qu'elle n'y est pour rien.

Q - Monsieur le Président, est-ce que vous pensez que les pays sont en droit, pour des raisons de sécurité nationale, de poursuivre des terroristes au-delà de leurs propres frontières ?

R - La réponse internationale, c'est non. Chacun doit respecter les frontières de l'autre, et je pense que les démocraties doivent se défendre contre les terroristes avec les règles de la démocratie.

Q - Monsieur le Président, le président Chavez et les FARC pensent, notamment, que les Etats-Unis interviennent dans notre région de façon négative, donc en Amérique du Sud, et donc dans ce conflit. Comment considérez-vous le rôle des Etats-Unis dans notre région ?

R - Comme vous le savez, j'apprécie l'action qu'a engagée le président Chavez pour libérer les otages. Grâce à lui, nous avons obtenu une preuve de vie et je lui en suis reconnaissant. Je l'ai moi-même reçu, en ami, à Paris.

Ce n'est pas pour autant que je partage toutes ses opinions. La France est alliée et amie des Etats-Unis, et la France le répète. Les Américains sont nos amis. Il n'est pas anormal que le continent américain, si voisin du continent sud-américain, ait des relations, des relations de proximité et des relations d'amitié. Il n'y a rien là qui me choque. Et je ne serai pas de ceux qui critiqueront les Etats-Unis en ce moment.

Q - Si les FARC libèrent Ingrid Betancourt, la France considèrera-t-elle la possibilité de les exclure de la liste des terroristes ?

R - Il y a une chose qui est sûre, c'est que si Ingrid n'est pas libérée dans un cadre humanitaire, jamais ils ne sortiront de cette liste. Parce que je le répète, cela voudrait dire un assassinat de sang-froid. Cette femme a assez souffert. Cela suffit maintenant. C'est un geste humanitaire que je demande à M. Marulanda. Et il en sortira grandi, pas rapetissé, grandi. Je ne peux prendre aucun engagement sur le reste, il y a d'autres éléments qui font qu'une organisation est considérée comme terroriste ou pas. Mais il est évident que si cette organisation, considérée jusqu'à présent comme terroriste, devait donner des signes d'humanité, il est évident que ceux qui ont à se prononcer sur la constitution d'une liste en tireront le moment venu les conséquences. Ce n'est pas automatique, mais là, M. Marulanda a le choix : le bon chemin ou le mauvais chemin. Il y a le monde entier qui regarde ce qui se passe.

Q - Dans quelques jours, Monsieur le Président, la France va assumer la Présidence de l'Union européenne. Dans ce cadre, quel est le type de démarche que va faire la France pour obtenir la libération d'Ingrid Betancourt et des autres otages, en cherchant notamment de nouvelles voies et de nouveaux efforts dans d'autres sens ?

R - Vous savez, que je sois président de la France et/ou président de l'Union européenne ne change rien. Je veux que l'on sauve cette femme et les autres otages. Et donc, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues. Je ne négligerai aucun effort, parce que j'ai le sentiment que l'on a trop attendu et que c'est maintenant qu'il faut débloquer la solution. Alors pour le reste, il y aura entre l'Europe et l'Amérique latine bien des discussions. Nous avons besoin de créer les conditions d'échanges multiples entre nous et j'aurai l'occasion de venir bientôt sur le continent sud-américain rencontrer, notamment, le président Lula pour qui j'ai beaucoup d'amitié. Je suis naturellement disponible pour venir en Colombie et au Venezuela trouver la solution, tourner la page et être un messenger de la paix et de l'unité.